

D/1945.01.26 — André Malraux, «André Malraux invite le M.L.N. à définir sa tâche et à s’y mettre. [Une nouvelle Résistance commence.]», *Combat*, 26 janvier 1945, p. 1 et 2.

André Malraux invite le M.L.N. à définir sa tâche et à s’y mettre

Le Congrès national du M.L.N. a siégé fort tard dans la nuit de mercredi à jeudi. Cette séance nocturne s’est ouverte avec le rapport du secrétaire général, M. Jacques Baumel (Rossini) sur l’attitude du mouvement devant les tâches immédiates que le pays doit accomplir.

M. Baumel insiste particulièrement sur l’intensification de l’effort de guerre, l’épuration, l’amélioration du ravitaillement, le problème de la reconstruction et celui de la reprise économique.

Au sujet de l’épuration, qu’il veut rapide, M. Baumel réclame entre autres mesures, l’assainissement des cadres de la justice.

Quant au ravitaillement, il est inadmissible, dit-il, en substance, que six mois après la libération il soit aussi défectueux. Il préconise une lutte vigoureuse contre le marché noir.

En ce qui concerne la reconstruction, le devoir du M.L.N., dit M. Baumel, est de déclencher dans le pays une vaste campagne de solidarité en faveur des innombrables sinistrés.

Malraux à la tribune

André Malraux prend ensuite la parole, animé de la même passion avec laquelle il commande sur le front la brigade Alsace-Lorraine.

Parmi les interventions qui révèlent parfois le talent d'orateurs éprouvés, chaleureux ou persuasifs, celle de Malraux tranche moins par l'éclat de la forme que par la sûreté du jugement et la vigueur de sa prise sur des problèmes auxquels elle restitue leur caractère humain entier.

Malraux s'interroge d'abord sur l'existence du M.L.N. : «Le mouvement de Libération nationale, dit-il, est une des formes de la conscience de ce pays, mais il est aussi autre chose de vulnérable et, par bien des points, de mourant». Il rappelle alors la tâche déjà trop oubliée, accomplie obscurément par la Résistance :

«Le M.L.N. dans ce qu'il a eu d'actif et de véritable, c'était un certain nombre d'hommes qui, à un moment où il n'y avait plus en France qu'une course éperdue à des places qui étaient si spontanément et gentiment offertes, se sont souvenus par hasard d'une phrase de M. Hitler, qui est la phrase la plus intelligente qu'il ait dite de sa vie : "Quand des hommes veulent se battre et qu'ils n'ont pas d'armes, il finit par leur en pousser au bout des bras." Il nous en est poussé au bout des bras, et c'étaient des armes allemandes...

«Nous n'étions ni l'armée des grands empires, ni l'armée bien équipée, nous étions la France en haillons, mais c'est elle qui a permis à l'armée qui débarquait d'arriver à temps à Paris.

«Ces deux points décisifs : l'organisation générale d'un plan qui permettait l'action militaire et le maintien de la route de Grenoble libre, qui a permis à l'armée de la Méditerranée d'arriver à temps à Lyon, alors que si elle avait dû emprunter la route du Rhône – comme elle le voulait – elle y serait encore, ont été les deux acquits décisifs de la Résistance française et ont compensé largement l'aide admirable que nous a donnée pendant si longtemps le parachutage anglais. N'oublions pas que les Alliés nous ont aidés; que nous avons été armés par eux; que, sans eux, nous n'aurions vraiment rien eu. Mais si nous avons eu les armes qu'ils nous ont données, nous le leur avons rendu largement. A l'heure actuelle, sur ce plan, la France peut remercier, mais la Résistance est quitte.»

Aujourd'hui, ajoute Malraux, «nous sommes des combattants encore vivants, qui seront capables de refaire demain ce qu'ils ont fait hier». Et voici le travail qui s'offre maintenant :

Une mobilisation de l'énergie française

«Si un programme est secondaire, il faudrait voir par quoi nous le remplacerons. En gros, qu'a été la Résistance ? Une mobilisation générale de l'énergie française. Que devons-nous être, que doit-elle devenir à nouveau ? Une seconde mobilisation de l'énergie française, aussi difficile, aussi dure, aussi ferme que la première...»

Malraux examine ensuite les rapports qui doivent relier la Résistance au Gouvernement :

«A l'égard du Gouvernement, quelles que soient les récriminations de détail et aussi fondées qu'elles soient, il n'en est pas moins vrai que si nous ne voulons pas faire de démagogie, le gouvernement du général de Gaulle est non seulement le gouvernement de la France, mais le gouvernement de la Libération et de la Résistance. Il ne s'agit donc pas pour nous de la mettre en question, mais d'examiner, à l'intérieur de ce Gouvernement, certaines données que nous pouvons être amenés à ne pas accepter. Autrement dit, vous êtes – que vous le vouliez ou non – pour le Gouvernement lui-même une part importante de la conscience de ce pays.

«Il est essentiel qu'il n'y ait pas d'erreur sur cette conscience, que nous n'intervenions que lorsque nous sommes absolument certains d'avoir raison et sur des points où nous avons fait nos preuves ou bien où nous entendons les faire.»

La fidélité au gouvernement

L'orateur fixe alors le critère de la fidélité au gouvernement :

«Il est juste que le Gouvernement dise : “La guerre et la révolution sont antinomiques”. Lorsqu'il y a une situation aussi complexe que celle que nous

connaissions, lorsqu'il y a tous les problèmes de la politique extérieure, lorsque la France doit nourrir les armées alliées ou mettre ses trains à leur disposition, il est inévitable et indispensable que toutes les énergies soient d'abord tendues vers le triomphe militaire et que le problème révolutionnaire vienne ensuite. Mais attention ! S'il est indispensable, en effet, qu'il ne vienne qu'ensuite, il est indispensable qu'il vienne ensuite. Parce que nous devons montrer sur d'innombrables points de détail une extrême bonne volonté et, disons davantage, parce que nous devons accorder sur mille points une confiance aveugle, il est indispensable que, sur ce point décisif à nos yeux, quelque chose d'absolu soit établi, une fois pour toutes, sur quoi nous ne transigerons pas. C'est dire que si ce point était écarté, quiconque d'entre nous est au Gouvernement doit s'en aller, quiconque d'entre nous combat doit quitter son combat – s'il le peut et s'il n'est pas dans l'armée – quiconque prétend représenter le Gouvernement doit cesser de le représenter. Ce point, c'est la donnée essentielle de la volonté révolutionnaire, c'est la fin du capitalisme.

«Entendons-nous, je ne veux pas faire ici une démagogie facile et promettre des Soviets que personne ne fera. Je veux dire très simplement ceci : au moment où les partis de la Résistance ont été accueillis par le général de Gaulle dans une confiance mutuelle et profonde, jusqu'ici absolument justifiée, il a été entendu que la nationalisation du crédit serait établie.

«La nationalisation du crédit est la clé, l'élément fondamental de tous les systèmes capitalistes, dans la mesure où c'est le système que nous voulons abattre.

«On peut détruire le système de crédit capitaliste dans l'ordre, si c'est l'ordre qu'exige le Gouvernement de la France.»

Nécessité d'une discipline

Malraux propose deux points précis d'action où le Mouvement devrait s'engager : le problème des prisonniers et celui de la reconstruction.

Pour atteindre ces objectifs limités tout en maintenant fermement l'objectif capital, que constitue la nationalisation du crédit, il faut simplifier et durcir la structure du M.L.N. :

«Un certain nombre d'entre nous vont se trouver inévitablement devant des problèmes électoraux. Il est indispensable que quelques membres du Mouvement soient rendus responsables de toutes les opérations pouvant avoir une conséquence électorale quelconque et que ces membres prennent l'engagement formel de n'accepter en aucun cas une fonction quelconque dans l'Etat ou un mandat hors de la Consultative.

«Second point : Il s'agit de faire une réforme profonde de l'esprit du Mouvement.

«Le Parti communiste, par exemple, n'est pas un ensemble de moyens de persuasion, mais un ensemble de moyens d'action. Or, n'oubliez pas, nous tous ici, nous sommes aussi un ensemble de moyens d'action.

«Par conséquent, si nous voulons maintenir ce qui a été notre mobilisation d'énergie, c'est bien par une technique semblable à celle des communistes que nous devons agir, c'est-à-dire que nous devons observer, à l'intérieur de notre Mouvement, une discipline égale à celle du Parti communiste avec ce qu'elle implique d'héroïque et avec ce qu'elle implique de dur et de difficile.»

Au nom de ses camarades de combat, le chef de la brigade Alsace-Lorraine proteste contre «le déluge des galons F.F.I.» à l'arrière des lignes.

Il demande aussi que cesse, à l'intérieur du Mouvement, toute attaque personnelle d'un membre contre un autre et que des sanctions radicales inspirent le respect de cette règle.

L'unité d'action

Après quoi, il donne son sentiment au sujet du problème de «fusion» avec le Front national, problème que le congrès aura à résoudre.

«S'il me semble que l'immense majorité d'entre vous est contre l'idée de fusion, je crois également que cette même majorité désire trouver le point sur lequel une unité d'action, à déterminer, des groupes de la Résistance peut s'établir.

«Nous, M.L.N., n'avons pas à commencer par aller discuter d'un plan avec tel ou tel parti, que ce soit le Parti communiste avec son énergie, ou le Parti socialiste avec ses vertus et ses faiblesses, étant donné que nous ne faisons rien, ni les uns ni les autres. Il vaudrait mieux faire des choses sérieuses, comme, par exemple :

«1° Prendre à la charge du M.L.N. la déclaration publique et solennelle que la Résistance, dans la mesure où elle l'incarne, ne transigera pas sur la nationalisation du crédit;

«2° Se mettre au service du Gouvernement et prendre l'initiative de faire plus que le Gouvernement n'a fait sur un point déterminé : je reprends les prisonniers, mais c'est à vous de choisir;

«3° Nous faisons le travail;

«4° Le travail étant avancé, nous disons à n'importe quel groupe à qui il convient de venir à nos côtés : "La maison vous est ouverte; nous ne vous demandons pas d'être des majoritaires; il n'est pas question de chose de ce genre. Voulez-vous, ou non, travailler au sein de la perspective dans laquelle nous travaillons ?"

Préciser l'objet de ce travail, c'est ce que devrait faire le congrès.»

Une nouvelle Résistance

Et Malraux conclut :

«Le problème initial de la Résistance me paraît recommencer aujourd'hui exactement sous les mêmes formes, avec les mêmes misères que jadis. Nous devons reprendre à pied d'œuvre un travail nouveau; ou bien nous ne voudrions pas reprendre ce travail et nous irons tranquillement négocier, auquel cas nous ajouterons de nouveaux cadavres à d'anciens cadavres. Ou bien nous voulons sérieusement agir. Alors nous

devons, sans illusions, nous dire dès maintenant ensemble : “Une nouvelle Résistance commence”, et je vous dis à tous, qui avez été capables, quand vous n’aviez rien, d’en faire une première, vous serez oui ou non – et je dis oui – capables de la refaire quand vous avez tout entre les mains.»

La plupart des délégués participent à l’ovation qui salue l’homme et le programme d’action qu’il vient de proposer. Peut-être le spectacle même d’un orateur aussi ardent a-t-il quelque peu distrait les auditeurs de la rigueur avec laquelle il a défini devant eux une politique débarrassée de toute fausse ambition et strictement accordée aux conditions qui lui sont faites et aux hommes qui peuvent la mener.

MM. Lacoste et Frenay exposent les raisons de leur réserve

Un incident assez vif survient à propos de l’interdiction faite à MM. Robert Lacoste et Henri Frenay, ministres, d’intervenir à la tribune du Congrès. Certains délégués ont déposé une motion de protestation à ce sujet et demandé que les ministres parlent ou se démettent.

Cette motion est retirée après que MM. Lacoste et Frenay aient expliqué qu’il s’agit là d’une mesure traditionnelle, respectée lors des récents congrès politiques et justifiée par le caractère d’union nationale du ministère.

M. Frenay n’accepte pas de se plier à la demande formulée par M. Pascal Copeau, qui voudrait voir les ministres appartenant au M.L.N. s’engager vis-à-vis du Mouvement à rendre compte de leur mandat, comme si celui-ci était impératif. Les délégués acceptent finalement les explications de M. Frenay.

Transports et marché noir

La suite des débats sur l’orientation politique du Mouvement reprend alors.

Le colonel Laboureur rend compte de son action à la tête de la commission interministérielle des Transports : «Les autorités britanniques, dit-il, viennent de nous

promettre 5.000 camions pour le ravitaillement, dont plusieurs centaines livrables immédiatement».

Il précise aussi que les Alliés prêtent chaque jour aux services français cent vingt wagons pour la région parisienne. Un corps de contrôle militaire des transports est actuellement créé qui aura autorité sur tout le territoire.

M. Laboureur se fait fort de régler rapidement la question du marché noir si tous les organismes de la Résistance veulent bien concourir de façon précise avec les services officiels. Mais l'orateur constate qu'en matière d'épuration, par exemple, il a vu des pièces concernant des personnes incriminées disparaître au moment où les Comités de Libération les avaient en main.

Autonomie ou fusion

La journée d'hier a été consacrée tout entière à l'audition des délégués qui venaient exprimer leur opinion propre ou celle de leur groupement local sur la tactique du Mouvement.

L'objet du débat était la fusion éventuelle du M.L.N. avec le Front national, ou, au contraire, le maintien de son autonomie. A ce sujet, les orateurs sont très divisés, encore que la majorité semble défavorable à la «fusion». Mais sur un point, la plupart tombent d'accord : il faut que les mouvements de Résistance se retrouvent unis pour mener une action immédiate sur des points précis, comme au temps de la lutte clandestine contre l'occupant.

Avantages et inconvénients de la fusion

Il est apparu, au cours de la discussion, qu'à travers les mouvements de Résistance une querelle assez ancienne se poursuit : celle qui oppose depuis longtemps, en dépit des rapprochements nés des circonstances, le Parti socialiste, démocratique dans ses méthodes, au Parti communiste, fortement discipliné et ouvertement «réaliste».

Les partisans de la fusion avec le Front national pensent, par ce projet, répondre à un besoin de clarté en face de l'opinion publique, que la multiplicité des mouvements se réclamant de la Résistance déconcerte. Ils pensent aussi accroître la portée des revendications de la Résistance et l'efficacité de son action en unifiant son programme de guerre, d'épuration et de remise en marche de l'économie, en rassemblant ses efforts et amplifiant son influence.

A ces raisons, leurs adversaires répliquent que l'union, souhaitée par tous, doit pour être valable, englober la totalité des mouvements de résistance.

Limitée au Front national, elle introduirait au sein du nouveau mouvement la force, minoritaire certes, mais monolithique et combien agissante, du Parti communiste. L'influence de celui-ci est, en effet, considérable dans le Front national, créé sur son initiative.

Cependant, la plupart des délégués hostiles à la fusion, redoutent moins l'emprise des communistes que les conséquences de la tactique qu'ils ont adoptée au Front national, où ils réservent un large accueil aux éléments des anciens partis de droite, enclins au conservatisme social. On sait que le Parti communiste a décidé de ne rien retenir dans son programme et, à plus forte raison, dans celui du Front national, de ce qui pourrait en écarter quelque Français que ce soit.

Les débats continuent

Au cours de la soirée, une délégation du comité directeur du Front national, conduite par le professeur Wallon, est venue saluer amicalement les congressistes.

A la suite de cette manifestation, qui s'est terminée par le chant unanime de la *Marseillaise*, les débats ont repris. Ils se sont poursuivis cette nuit. Ils doivent aboutir, aujourd'hui, au vote d'une motion fixant l'attitude adoptée par la majorité du Congrès.